

Stratégie Nationale de Lutte contre la Déforestation Importée

Bilan de la première année de mise en œuvre

1/ Le gouvernement doit urgemment prendre des mesures pour s'assurer que les importations françaises ne sont liées à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la destruction d'écosystèmes naturels

Malgré les engagements pris dans la [Stratégie Nationale de Lutte contre la Déforestation Importée](#)ⁱ (SNDI) publiée le 14 novembre 2018, le gouvernement français n'a toujours pris aucune mesure concrète visant à respecter son engagement d'éliminer la déforestation importée.

A cet égard, la poursuite des importations massives de soja en provenance de régions critiques telles que l'Amazonie, le Cerrado brésilien ou la forêt sèche du Gran Chaco, ainsi que l'augmentation des importations d'huile de palme en provenance d'une autre région critique, l'île indonésienne de Sumatra, liée au démarrage de l'usine de La Mède, sont des signaux particulièrement préoccupants.

Le gouvernement doit appliquer immédiatement les grands principes énoncés dans sa SNDI et prendre, conformément à ses engagements, toutes les mesures pour s'assurer que n'entrent sur le territoire français que des matières premières et produits transformés dont il a la garantie qu'ils n'ont pas contribué à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la conversion d'écosystèmes naturels. Etant donné [l'empreinte forêt de la France](#)ⁱⁱ, le gouvernement doit commencer par interdire sur le territoire français toute importation de soja et d'huile de palme dont il n'a pu obtenir la garantie que cette matière première n'est pas liée à la déforestation, la dégradation des forêts ou la destruction d'écosystèmes naturels.

2/ Le gouvernement doit publier un plan d'action avec des objectifs chiffrés et limités dans le temps

En refusant de publier un plan d'action avec des étapes intermédiaires, des dates butoirs et des échéances claires, le gouvernement empêche tout suivi de la mise en oeuvre de la SNDI. Sans objectifs intermédiaires clairs, il paraît évident que le gouvernement n'a pas la moindre idée de ce qu'il compte faire entre aujourd'hui et 2030 pour s'assurer que les importations françaises ne seront plus liées à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la conversion d'écosystèmes naturels.

S'il prend ses engagements sur la déforestation au sérieux, le gouvernement doit adopter et rendre public sans tarder un plan d'action clair comportant des

objectifs chiffrés et limités dans le temps assortis d'indicateurs atteignables, mesurables et vérifiables. Sans échéances claires ni cibles intermédiaires, aucun suivi sérieux de la mise en oeuvre de la SNDI n'est réalisable.

3/ Le gouvernement doit prendre des mesures pour que les chaînes d'approvisionnement liées aux importations françaises soient traçables jusqu'à la source et transparentes

Le gouvernement doit sans tarder prendre des mesures pour que les chaînes d'approvisionnement liées à la consommation et aux importations françaises soient traçables jusqu'à la source (la plantation de palmiers à huile ou le champ de soja par exemple) et transparentes. Dix ans après les engagements volontaires "zéro déforestation" des entreprises, la traçabilité des chaînes de valeur du soja et de l'huile de palme est très insuffisante (en particulier sur le soja où la traçabilité est médiocre) et non-transparente. Les entreprises ont donc fait la preuve de leur incapacité à garantir que les matières premières qu'elles utilisent n'ont pas contribué à la déforestationⁱⁱⁱ et c'est au gouvernement d'envisager des mesures contraignantes pour que les entreprises utilisatrices de matières premières qui représentent un risque pour les forêts (soja, huile de palme, cacao...) atteignent une traçabilité totale et transparente.

4/ Le gouvernement doit prendre des mesures pour réduire les volumes de consommation des matières premières et produits qui représentent un risque pour les forêts en commençant par les agrocarburants et le soja

Le gouvernement doit prévoir des mesures pour réduire les volumes de production et de consommation des matières premières qui représentent un risque pour les forêts (*Forest Risk Commodities*). En 20 ans, la production de soja a été multipliée par près de 2,5, celle d'huile de palme par 4. Il n'est pas réaliste de continuer à augmenter les volumes de production de ces matières premières tout en produisant de manière durable. Il est urgent que le gouvernement accélère le travail sur la réduction des volumes de consommation, en commençant par les agrocarburants et le soja (cf.infra) qui représentent les deux poids lourds de l'empreinte forêts de la France. Le gouvernement doit porter ce sujet de la nécessaire réduction des volumes dans les discussions européennes car à l'heure actuelle cruciale cette question est absente des négociations.

5/ Le gouvernement doit prendre des mesures pour réduire la production et la consommation de viande et de produits laitiers et transformer notre système d'élevage

Si le gouvernement prend au sérieux son action pour lutter contre la déforestation importée, il ne peut pas faire l'impasse sur la question de notre modèle d'élevage, qui repose sur les importations de soja, et sur celle de notre niveau de

consommation de viande et de produits laitiers. Le gouvernement doit prévoir des mesures ambitieuses pour réorienter notre modèle d'élevage vers un modèle d'élevage écologique qui ne dépend plus du soja importé. Pour mettre un terme à la déforestation importée, le gouvernement doit viser l'autonomie protéique de la France. Or il n'y aura pas d'autonomie protéique de la France sans réduction de la production et de la consommation de viande et de produits laitiers. Pour réduire la dépendance aux importations de soja, la prochaine stratégie protéines végétales qui doit être publiée dans les jours à venir doit être ambitieuse et favoriser le développement de légumineuses diversifiées et adaptées aux territoires, tant pour nourrir les animaux que les humains. A l'heure actuelle sans budget et sans volonté politique de mettre en place des politiques de réduction et d'accompagnement vers un autre modèle d'élevage, la stratégie ne permettra pas d'atteindre l'autonomie protéique. La prochaine Politique Agricole Commune, et en particulier le plan stratégique national, doit également permettre cette réduction de la production de protéines animales et la transition d'un modèle intensif vers un élevage écologique et paysan.

6/ Le gouvernement doit s'assurer du maintien de l'exclusion de l'huile de palme de la liste des biocarburants reconnus par l'État et l'élargir au soja

Sur le dossier des agrocarburants, le gouvernement doit s'assurer du maintien de l'exclusion de l'huile de palme de la liste des biocarburants reconnus par l'État, et donnant lieu à exonération fiscale sur la Taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB) et l'élargir au soja. Il doit également interdire par la loi la production et l'importation d'agrocarburants à base d'huile de palme et de soja sur le territoire français, puis européen, et définir une trajectoire nationale de sortie rapide de l'ensemble des agrocarburants de première génération.

7/ Le gouvernement doit prendre la tête des discussions européennes sur la déforestation importée et pousser la Commission Européenne à adopter une nouvelle législation contraignante

Alors que la Commission Européenne a adopté en 2008 une communication sur la déforestation^{iv} dans laquelle elle appelait à mettre un terme à la déforestation d'ici 2030 et à la réduire de moitié la déforestation tropicale d'ici 2020, l'Europe est toujours responsable de plus du tiers (36%)^v de la déforestation liée au commerce international de denrées agricoles et de boeuf.

Le gouvernement français doit se saisir pleinement des discussions actuellement en cours au niveau européen pour porter des ambitions fortes en matière de lutte contre la déforestation importée. Le gouvernement français doit notamment pousser l'UE à adopter une nouvelle législation contraignante qui oblige les entreprises à apporter la preuve que les matières premières qui sont placées sur le marché européen ne sont pas liées à la déforestation, la dégradation des forêts, la conversion d'écosystèmes naturels ou à la violation de droits de l'homme^{vi}.

Il est de la responsabilité du gouvernement français de démontrer que via la SNDI, il est possible de prendre des mesures efficaces et contraignantes pour lutter contre la déforestation importée. Si le gouvernement décidait de se contenter de petites mesures sans ambition d'encouragement des entreprises (alors que celles-ci ont fait la preuve de leur incapacité à garantir des chaînes d'approvisionnement zéro déforestation) cela influencerait très négativement les ambitions européennes en matière de déforestation.

8/ Le gouvernement doit acter l'abandon du projet d'accord de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR qui dans son état actuel ne garantit pas la protection des forêts

Le gouvernement français doit confirmer et renforcer le positionnement exprimé par Emmanuel Macron durant l'été et s'opposer à la signature du projet actuel d'accord de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR. Le gouvernement doit acter l'abandon de ce projet d'accord dès maintenant. Il devra donc pousser la commission à confirmer la nature mixte de l'accord et préparer dès maintenant une minorité de blocage avec les pays qui ont émis des réserves. Ce projet d'accord fait peser de sérieuses menaces sur la déforestation, la dégradation des forêts et la conversion d'écosystèmes en Argentine et au Brésil. A ce titre il est en contradiction avec les positionnements portés par le gouvernement français dans les instances internationales et avec les engagements pris par le gouvernement français dans le cadre de la SNDI, qui stipule que la France veillera *"à la cohérence des dispositions contenues dans les accords commerciaux avec les engagements pris par l'UE dans le cadre de l'Accord de Paris, qui appelle à protéger les forêts"*.

Contact

Cécile Leuba, chargée de campagne Forêts
cecile.leuba@greenpeace.org / 06 29 83 40 24

ⁱ https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.11.14_dp_sndi_mtes.pdf

ⁱⁱ "Déforestation importée, arrêtons de scier la branche !" WWF France, 2018

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2018-11/20181107_Rapport_Synthe%CC%80se_De%CC%81forestation_Importe%CC%81e_France_WWF-min.pdf

ⁱⁱⁱ Greenpeace (2019) "Countdown to Extinction"

<https://www.greenpeace.org/international/publication/22247/countdown-extinction-report-deforestation-commodities-soya-palm-oil/>

^{iv} <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A52008DC0645>

^v

<https://ec.europa.eu/environment/forests/pdf/1.%20Report%20analysis%20of%20impact.pdf>

^{vi} Voir la position inter-associative complète :

https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/2019/Briefing_-_Protecting_forests_human_rights_-_a_case_for_EU_action.pdf